Choose France – édition France : une dynamique mal engagée

Synthèse

Lundi 23 novembre aura lieu l'édition française de Choose France, visant à inciter les entreprises françaises à investir sur le sol national. Au vu de la dynamique globale d'investissement et de production industrielle, on peut déjà conclure que cette politique d'attractivité est un échec. Quant aux épargnants, qu'ils soient français ou étrangers, ils ont clairement fait le choix de se détourner de l'Hexagone, comme l'indique la hausse du taux souverain.

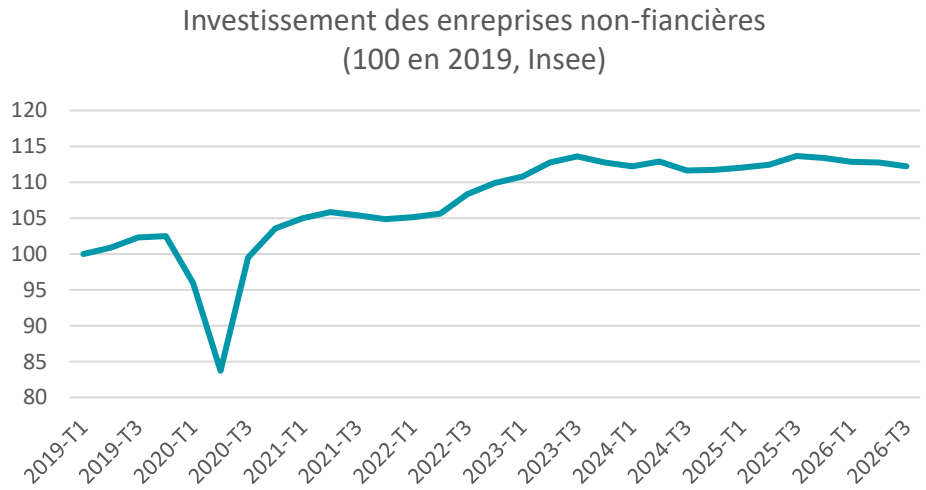
« Choose France » ou « Choisir la France » ?

La formulation « Choose France », si elle se comprend lorsqu'il s'agit d'attirer des entreprises étrangères, perd de sa cohérence lorsqu'il est question de maintenir en France des entreprises nationales. Ce patriotisme formulé en anglais a de quoi surprendre. On a presque l'impression que, faute d'une formulation américaine, toute tentative de dynamisation économique est vouée à l'échec. Un choix des morts qui est fort contradictoire avec l'objectif affiché…

1. L'investissement des entreprises patine

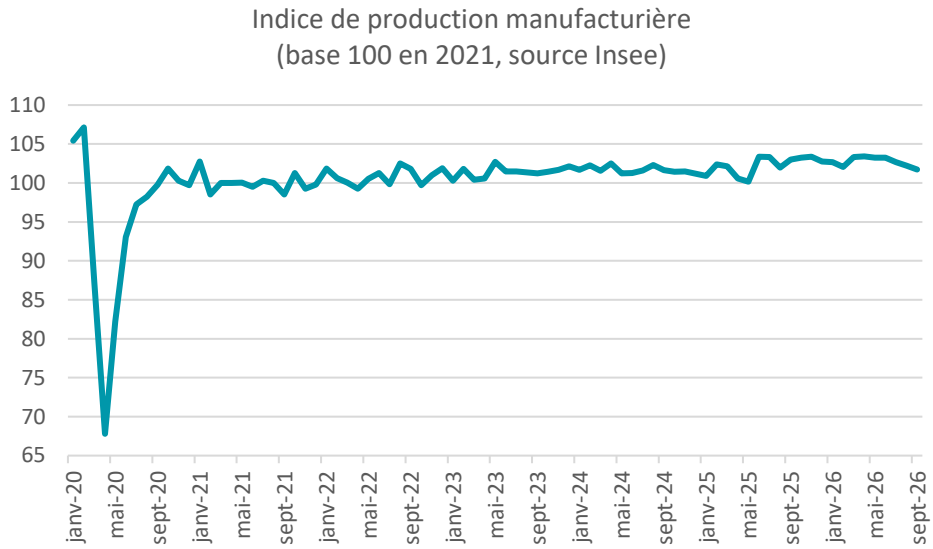
Chaque sommet Choose France donne lieu à une série d'annonces de décisions d'investissements d'entreprises en France. Cependant, la concentration des annonces à un moment donné ne signifie pas que le sommet, en lui-même, génère des investissements. Les projets annoncés auraient vraisemblablement été menés à bien, avec ou sans Choose France.

L'investissement total des entreprises en France, après avoir augmenté après la crise sanitaire, stagne depuis trois ans. Pire, il s'est légèrement contracté sur les derniers trimestres. Il est peu probable que les annonces lors du prochain sommet parviennent à inverser cette tendance morose.



2. La réindustrialisation est à la peine

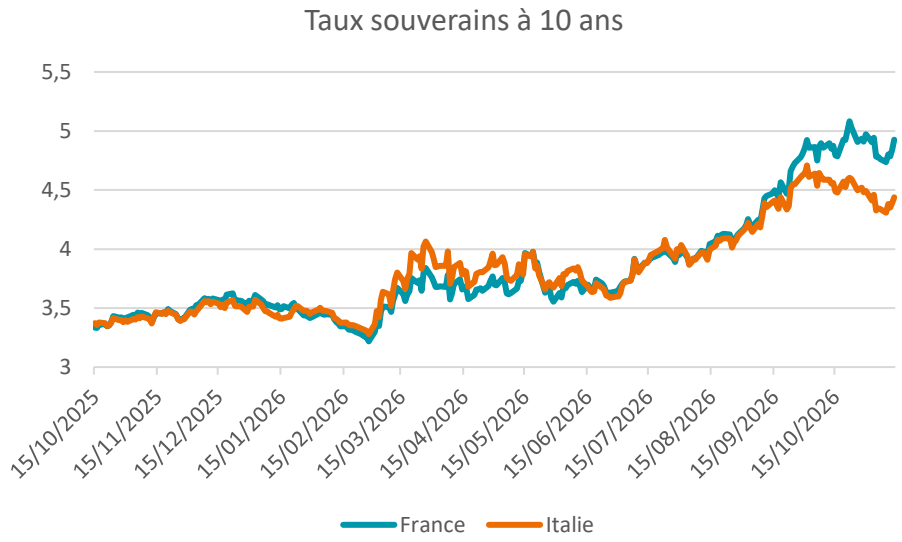
Tenter de favoriser l'investissement des entreprises en France est un des leviers utilisés pour réindustrialiser le pays. Cette stratégie est cependant un échec : la production manufacturière française demeure inférieure d'environ 10 % par rapport à son pic de 2007 et n'a pas retrouvé son niveau d'avant la crise sanitaire. Depuis 2021, la production manufacturière est globalement stagnante et reste tributaire de la bonne santé de l'aéronautique.



3. Les investisseurs se détournent de la France

Une manière de savoir si les investisseurs, tous types d'investissements et toutes nationalités confondus, ont confiance en un pays est de regarder le taux souverain. Un taux faible signale une forte confiance dans le pays (plus spécifiquement dans ses finances publiques, mais ces dernières sont fortement dépendantes de la santé économique globale), à l'inverse un taux en hausse est le signe d'une défiance.

La France est à ce titre dans une situation délicate, comme l'indique la hausse sensible de son taux d'emprunt public, notamment depuis le mois de septembre. Nous sommes aujourd'hui le pays de la zone euro présentant le taux souverain le plus élevé, c'est-à-dire celui considéré comme le moins sûr par les investisseurs. Le blocage politique actuel explique en grande partie à la fois la faiblesse des investissements des entreprises (manque de visibilité) et la défiance sur la dette publique. Afin de renforcer l'attractivité du pays, Emmanuel Macron aurait été bien avisé de ne pas dissoudre l'Assemblée nationale en 2024, les petits fours offerts à Versailles étant très secondaires aux yeux des entreprises face à la chienlit politique ambiante…



21 novembre 2026

Sylvain Bersinger, économiste et fondateur du cabinet Bersingéco

contact@bersingeco.fr

BERSINGÉCO
ÉTUDES ET ANALYSES ÉCONOMIQUES